

La rédaction du quotidien LA NATION a décidé de publier régulièrement une note de conjoncture économique afin de permettre aux citoyens de notre pays de suivre l'évolution des faits économiques et sociaux.

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE AU PREMIER SEMESTRE 2011

CONTINUITÉ, HÉSITATIONS, INCONNUES.

Il y a deux organismes qui suivent régulièrement la conjoncture économique de la Guadeloupe : L'INSEE et L'IEDOM. Ces organismes collectent l'information économique et sociale, la traitent, la diffusent et font des commentaires fortement relayés par les médias. C'est à partir de leurs données que les experts français analysent le plus souvent dans le sens des intérêts de la France la situation économique de notre pays. Ces organismes sont aussi des instruments des Autorités françaises qui participent à sa politique coloniale en tentant d'imposer leur vision économique de colonisation. C'est pourquoi leurs résultats et commentaires sont souvent sujet à caution. Les nationalistes réclament un contrôle guadeloupéen de ces organismes comme garant d'une démocratie économique et sociale indispensable dans le monde tel qu'il est.

Appendice de l'économie française, la conjoncture guadeloupéenne a continué à dépendre étroitement des dynamiques en cours dans la zone euro, en France et dans le monde. Dans l'ensemble des économies occidentales, l'activité a progressé au premier semestre 2011 à un rythme légèrement supérieur à celui du quatrième trimestre 2010 (+0,4 % après +0,3 %). L'économie américaine a ralenti (+0,5 % après +0,8 %), pénalisée notamment par l'effet des intempéries dans le secteur de la construction et par le recul de la dépense publique de défense. Après un fort mouvement de déstockage au quatrième trimestre, les importations américaines se sont néanmoins nettement redressées au premier trimestre, ce qui a soutenu la demande adressée aux autres économies avancées. Au Japon, l'activité s'est nettement contractée à la suite de la catastrophe du 11 mars (-0,9 %). Dans la zone euro (+0,8 % après +0,5 %) et au Royaume-Uni (+0,5 % après -0,5 %) l'activité a en

revanche nettement accéléré au premier semestre 2011. Les économies allemande (+1,5 % après +0,4 %) et britannique ont notamment été portées par des effets de rattrapage à la suite des conditions climatiques défavorables de décembre. L'activité a été dynamique en France au premier semestre 2011 (+1,0 % après +0,3 % au quatrième trimestre 2010). La production manufacturière a vivement accéléré (+3,4 % après +0,7 %), principalement sous l'effet de rattrapages : dans les raffineries et dans la chimie, la production a rebondi après les grèves d'octobre ; il en a été de même pour la production de matériaux de construction, fortement perturbée par le froid en décembre 2010. L'activité a été soutenue, par ailleurs, par une demande interne en nette progression et un mouvement marqué de reconstitution des stocks de produits manufacturés. Le niveau encore élevé du chômage et le degré encore limité d'utilisation des capacités de production freineraient les pressions inflationnistes. Mais la hausse récente du prix des matières premières continuerait de se diffuser aux prix à la consommation. En particulier, la hausse des prix alimentaires, déjà sensible depuis le mois de mars, se poursuivrait jusqu'en décembre 2011. Rien n'a fondamentalement changé dans l'espace économique guadeloupéen. Ses structures et son mode de fonctionnement ont bien entendu résisté aux fluctuations de l'économie mondiale et métropolitaine.

La fonction de la Guadeloupe et des guadeloupéens au sein de l'économie métropolitaine continue de fonctionner à plein régime .En effet, notre pays continue d'être un débouché prioritaire de la production française et les guadeloupéens les consommateurs de cette ressource importée qui représente près de 40% des ressources globales de l'espace économique guadeloupéen. Selon les premières données le volume des importations a augmenté au cours du premier semestre .Les ressources réelles en provenance de la Guadeloupe restent modestes, l'essentiel de la valeur ajoutée des six premiers mois de l'année étant le fait de l'administration publique préfinancée par l'état colonial et du commerce qui continuent de distribuer des biens que le pays ne produit pas. Cette fonction est toujours perturbée par l'évolution du pouvoir d'achat des revenus et les restrictions budgétaires des organismes publics. Les consommateurs guadeloupéens doivent disposer de revenus suffisants et de pouvoir d'achat pour consommer les produits en provenance de la France. Le SMIC qui détermine le salaire des salariés des entreprises privées n'a pas changé depuis janvier 2011. Les rémunérations des agents publics sont bloquées. L'augmentation du chômage réduit à la fois la capacité des travailleurs à négocier des hausses de salaire et plafonne à un niveau faible les revenus d'une frange importante de notre population. Les difficultés de nombreuses entreprises limitent aussi les rémunérations de nombreux guadeloupéens non salariés. Ainsi, les prix notamment ceux de

l'énergie ont augmenté à un rythme qui pèse dangereusement sur le pouvoir d'achat. La montée du chômage exerce des pressions identiques. Les revenus sont stables depuis janvier date de la dernière augmentation du Smic. Le nombre de touristes qui augmente momentanément le nombre de consommateurs de notre pays a stagné au cours des six premiers mois .De plus ces revenus sont confrontés à une inflation relativement forte. Au mois de juin 2011, l'indice des prix à la consommation des ménages en Guadeloupe augmente sur un an (juin 2011 par rapport à juin 2010) de +2,7 %.Hausse des prix alimentée principalement par l'énergie et l'alimentation. La perturbation de cette fonction n'a pas été particulièrement ralentie par les instruments d'accroissement de la demande de consommation. Au premier trimestre 2011, en Guadeloupe, l'activité de crédit maintient une croissance annuelle soutenue (+6,8 %). Pour la première fois depuis décembre 2007, les crédits à la consommation augmentent en effet de plus de 6 % sur un an (+6,4 %). La demande en provenance des organismes publics est hésitante compte tenu de la stagnation des dépenses publiques de tous les organismes publics. En Guadeloupe et Îles du Nord, au mois de juin 2011, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A et ayant un droit payable au Revenu de solidarité active (RSA) est de 20 788 (soit 37,7 % des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, données brutes).

Les résultats de la fonction de satisfaction des besoins métropolitains représentée aujourd'hui par l'activité touristique qui devait prendre le relais de l'agro industrie alimentaire , bien qu'en amélioration par rapport à l'année dernière , restent modestes et surtout fragiles les touristes profitant surtout de baisses de prix orchestrées par le gouvernement français .De plus ce qui est plus inquiétant pour l'avenir , quand il ya difficultés économiques les ménages considèrent les vacances comme du superflu. Probablement les comptes annuels des entreprises touristiques pour 2011 vont le montrer. Le sucre et la banane ne sont plus des facteurs sérieux de croissance.

C'est donc normalement que les marchés déjà structurellement déséquilibrés ont continué de se dégrader :

Solde commercial négatif : les guadeloupéens ont continué à consommer pour l'essentiel des importations qui ont recommencé à croître après une longue stagnation, alors que les exportations sont ridicules ;

Solde marché du travail au mois de juin on comptait près de 61 950 demandeurs d'emplois en augmentation de 7% par rapport à l'année 2010 et 1 030 offres d'emplois en diminution par rapport à 2010 ;

Solde de l'offre de biens et services, les ressources proposées aux consommateurs guadeloupéens proviennent pour une grande part des

importations et non de la production guadeloupéenne qui de toute façon est sacrifiée ;

Ces déséquilibres auraient provoqué la chute de toute économie. Or dans une économie coloniale, l'économie vit aisément de déséquilibres. Seule l'inégal accès à la consommation constitue un risque.

Quel sentiment général devons nous avoir après avoir examiné les informations économiques et sociales à notre disposition ? Pour les autorités françaises , ses experts et ses organismes de conjoncture comme le centre métropolitain l'appendice guadeloupéen va mieux et la crise ,le terme magique de notre époque, est déjà derrière nous. C'est en particulier le point de vue des experts de l'IEDOM dans son dernier bulletin de conjoncture. Ce n'est pas notre point de vue. Continuité, hésitations et inconnues ont caractérisé la situation économique de notre pays au cours du premier semestre .Les racines du mal développement sont encore solides .Le deuxième semestre ne sera pas fondamentalement différent .La crise de la zone euro se corse et la dette de l'occident et de l'économie métropolitaine sont des facteurs sérieux de déstabilisation. Engager dès maintenant la construction d'une économie guadeloupéenne fondée sur la production guadeloupéenne eau service des besoins guadeloupéens est de plus en plus une nécessité.

POUR LE COMITÉ DE DIRECTION

JEAN PAUL ELUTHER

LES PRÉVISIONS POUR 2010 ET 2011

La conduite de la politique économique et la gestion de l'économie se font en Guadeloupe sans indicateurs réguliers et précis. C'est l'indication que l'économie de notre pays est en fait un appendice de l'économie française dont les autorités françaises et leurs alliés conservateurs se moquent éperdument. Afin de donner une vue d'ensemble du fonctionnement de l'économie guadeloupéenne nous vous présentons un tableau synthétique qui suit .Toutes les indications en rouge sont des approximations de l'observatoire.

DONNÉES	2008	2009	VAR %	2010	2011
PIB •Marchand •Non marchand	8,4	8,2	-4,8%	8,43	8,61
Consommation des ménages	5,4	5,2	-3,70		
Consommation des administrations	3,3	3,3			
Investissements	1,9	1,7	-10,52		
Importations	2,7	2,2	-18,51	2,27	
Exportations	0,3	0,3		0,31	
Dépenses touristiques	0,3	0,2			